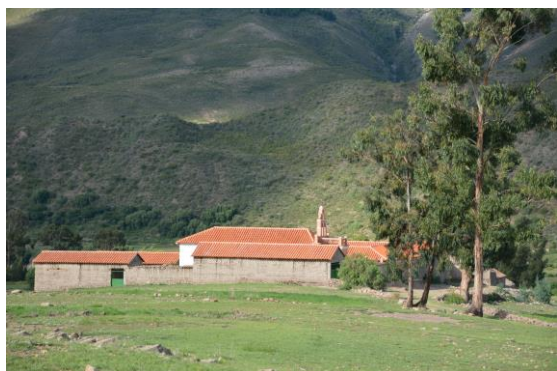


CONSTRUIRE LE BIEN-VIVRE EN BOLIVIE : DERNIÈRES NOUVELLES DE MICHEL PEYRAT

Depuis 2013, L'association Horizons19 œuvre à la construction, avec les paysans de la communauté de Morado Kasa en Bolivie, d'un modèle de société durable, basé sur le concept du « bien vivre » ou « sumaj kawsay » en quechua. Inscrit noir sur blanc dans la nouvelle constitution bolivienne, il est peu appliqué dans une Bolivie qui, elle aussi, vise à tout prix le développement économique et un modèle de vie urbaine, parfois aux détriments des communautés et des valeurs traditionnelles. SOLIDARITÉ a souhaité prendre des nouvelles des avancées du projet et de sa réception par les communautés concernées à travers quelques questions à Michel Peyrat. Récit d'un cheminement laborieux mais magnifique à travers les Andes.



En 2015, deux des objectifs fixés par le projet ont été atteints : la hacienda appartenant à la communauté de Morado Kasa a été presque entièrement rénovée dans le respect de l'architecture traditionnelle et a pu **accueillir les paysans pour leurs premières formations**. A travers la lecture du journal de Bolivie de Michel Peyrat, on réalise cependant que ce travail n'a pas été un long fleuve tranquille : il a été confronté aux obstacles « classiques » tels que la lenteur administrative ou le vol d'un générateur au sein de la communauté, mais aussi à une certaine réticence des

membres de communautés à s'impliquer dans un projet qui ne leur semble pas immédiatement bénéfique. En effet, l'hésitation à se porter candidat(e) aux élections des responsables communautaires, l'absentéisme ou les départs anticipés aux premières journées de formations ont démontré un amoindrissement de l'engouement des communautés pour ces formations. Voyons ce qu'il en est aujourd'hui.

Vous notiez un certain désengagement et un manque d'implication des responsables communautaires lors des premières formations : quelles raisons attribuez-vous à ce problème et est-ce que cela a évolué depuis ?

Les membres de la communauté paysanne de Morado Kasa sont très engagés dans le projet. Mais en ce qui concerne les autres communautés de la région, les choses n'évoluent pas forcément dans le bon sens. J'ai envoyé un courrier pour clarifier la situation avec les responsables communautaires, et ils m'ont répondu que les paysans étaient réticents à effectuer les 3 ou 4h de marche nécessaires pour se rendre à l'hacienda. Selon moi, cela dénote la primauté des intérêts personnels sur les intérêts communs, chose nouvelle en Bolivie. Lorsque je participais à la mise en œuvre d'un projet similaire en Bolivie il y a 35 ans, les paysans marchaient 7h sans rechigner.

Evidemment le contexte est bien différent aujourd'hui : les valeurs des villes pénètrent largement les campagnes et les paysans veulent de l'immédiat : ils souhaiteraient par exemple que leur participation aux formations soit indemnisée (ce qui est le cas des formations offertes par les institutions gouvernementales) ; ils souhaiteraient également constater des résultats rapides et concrets. Or, l'éducation et la formation ne se pensent qu'à long terme.

Il ne faut pas oublier néanmoins que quand une société a vécu des siècles dans une culture traditionnelle, l'implantation de valeurs venues de la culture dominante crée une perte de repères tout à fait nouvelle. Tout à coup, l'argent devient indispensable pour vivre et évoluer au sein de cette société.



Il faut dire également que l'on n'a peut-être pas assez approfondi les visites auprès des communautés afin de bien connaître leurs besoins. Une véritable enquête conscientisante, qui fait enquêter le peuple sur sa propre réalité à partir de questionnaires exhaustifs, aurait permis une approche plus adaptée.

Quelle réponse vous envisagez d'apporter à cette situation ?

Une chose est sûre, c'est que les paysans restent convaincus de l'intérêt de la formation. Ils demandent néanmoins que les formations aient lieu directement au sein de leurs communautés. Nous avons également remis en cause la stratégie fondée sur l'élection de responsables communautaires. Un comité provisoire a été élu, dont les membres, salariés, auront pour rôle de s'impliquer dans la gestion des formations.

Qu'en est-il des paysans qui ont assisté aux formations ? Ont-ils été satisfaits ?



Tous étaient contents et prêts à revenir. Un véritable lien s'est créé : nous vivions ensemble, prenions nos repas ensemble, discussions, rions... Cela dit, quelle que soit la thématique abordée (rôle des femmes, santé, hygiène...), on ne fait que très peu en une journée ! On ne peut pas constater de transformation directe. Cela dit, le format de la formation, fondé sur la participation et le questionnement constant, leur a beaucoup plu. C'est une approche pédagogique horizontale qui convient très bien à ce genre de communautés.

Néanmoins, votre projet n'est-il pas un peu utopique dans le contexte national ?

Un peu. L'objectif central du projet, c'est le bien-vivre. En soi, c'est un modèle de société écrit noir sur blanc dans le texte de la nouvelle constitution bolivienne. Pourtant, il ne ressort que très peu dans les discours et les pratiques. Le gouvernement bolivien ne va pas dans ce sens : les politiques publiques en général offrent de l'immédiat au peuple bolivien, en promettant le développement économique.

Néanmoins, j'espère que cet idéal n'est pas perdu. Quand je lis *La Sobriété Heureuse* de Pierre Rabhi, ça me semble tout à fait pertinent. On doit faire entendre aux paysans que cette voie est raisonnée et va dans le sens de leurs intérêts.

Prenons un exemple : il y a 35 ans, il n'y avait qu'un médecin pour 30 000 habitants ; en 2012, on comptait 7 médecins et 24 postes de santé. Mais les paysans ne sont pas en meilleure santé pour autant : ils prennent juste plus de médicaments ! Le problème de fond, c'est qu'il n'y a pas de prévention dans les campagnes : au contraire, le Coca-Cola et la soupe en sachet remplacent les mets traditionnels. Le bien-vivre, c'est de faire des gens leurs propres médecins !

Quelles sont donc les prochaines étapes du projet ?

Nous essayons de voir comment le projet peut s'inscrire dans la durée. Nous rêvons de trouver quelques retraités agronomes prêts à nous relayer sur place sur plusieurs mois et faire financer par le gouvernement bolivien des cadres qui accompagnent les paysans.

Au niveau bolivien, nous avons aidé la communauté paysanne du village à écrire les statuts et le règlement interne de la hacienda mais nous souhaitons intégrer les autres paysans à ce processus avant de déposer quoi que ce soit : qu'ils aient l'occasion d'en débattre, de contester certains points, d'en proposer d'autres.



La réussite d'un projet passe par la proximité et le dialogue : les problèmes des paysans sont complexes. Pour les comprendre, il faut beaucoup de temps, mais c'est du temps nécessaire, car, pour citer Gandhi, « tout ce que tu fais sans moi, tu le fais contre moi ».

Pour plus d'informations sur le projet, cliquez [ici](#)

Pour visitez le site internet de Horizons19, cliquez [ici](#)